



Section **FO-DGFiP** de  
l'Aisne



## DECLARATION LIMINAIRE COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 13 DECEMBRE 2012

Monsieur le Président,

C'est une évidence pour nous qui le vivons, le Ministère des Finances ne fait pas partie des ministères « prioritaires ». Le gouvernement a décidé qu'il poursuivrait son aveugle cure d'austérité. Notre ministère ressemblera donc bientôt aux hôpitaux grecs.

Plus de 25 000 emplois ont déjà disparu à la DGFiP depuis 2002. Comment accepter que 2353 emplois soient encore supprimés en 2013 ? Sans qu'aucune explication ne soit donnée ? On atteint les 3 agents sur 4 non remplacés. C'est une politique assassine qui joue avec les limites du supportable.

Les personnels sont au mieux démotivés, trop souvent déprimés, et de plus en plus résignés et désespérés : le burn-out gagne du terrain, sans distinction de catégorie ou de grade.

Cependant, le pouvoir d'achat baisse considérablement et les perspectives d'avancement de carrière s'amenuisent ou se bloquent.

Personne ne peut se satisfaire d'une telle situation. Les conditions de travail ne cessent de se dégrader en générant un sentiment d'abandon généralisé.

Face à cette immense détresse, la journée de grève de mardi relevait du S.O.S.

Plus d'un agent sur 5 en grève dans l'Aisne, c'est beaucoup. C'est même énorme quand on sait à quel point les collègues sont résignés. « Pourquoi faire grève pour avoir les moyens de travailler ? Est-on payé pour perdre du temps à réclamer des enveloppes, la réparation du photocopieur et le débouchage des toilettes ?

Si tel est le choix de nos dirigeants, ainsi soit-il. Un maçon ne perdrait pas une journée de salaire pour obtenir une truelle, il se contenterait d'attendre et son patron se dépêcherait de lui procurer cet outil pour rentabiliser le salaire qu'il lui paye. La DGFiP marche sur la tête, tant pis pour elle, nous on en a marre. » Voilà en substance ce qui se dit dans les services.

Face à cette immense détresse, notre nouveau Directeur Général a joué la carte du mépris, le 4 décembre, lors du Comité Technique de Réseau.

Pour **F.O.-DGFiP 02**, c'est inadmissible.

**En réaction, et dans le prolongement de la journée de grève du mardi 27 novembre 2012, les élus Force Ouvrière ont décidé de boycotter ce Comité Technique Local.**